



AMIANTE LA CATASTROPHE AU RALENTI

L'avocat anglais Tublu Mukherjee (de dos), défenseur de victimes de l'amiante, s'adresse aux travailleurs de Everest Industries à Calcutta.

enquête inde

Aux abords de deux usines d'amiante d'Everest Industries à Kymore et Calcutta, la maladie se répand lentement mais sûrement. Le groupe belge Etex (ex-Eternit) en a détenu presque la moitié des parts entre 1989 et 2001. Un avocat, qui a obtenu des compensations pour 1 600 victimes indiennes, et des dizaines de témoignages d'ouvriers pointent la négligence du groupe envers sa main-d'œuvre.

UN DOSSIER DE QUENTIN NOIRFALISSE

Comme chaque soir, le bitume de la Paharpur Road, long boyau moite s'étalant dans le quartier industriel de Garden Reach à Calcutta (Kolkata sous sa nouvelle dénomination), est maltraité par l'incessant ballet des taxis Uber, des rickshaws et des motos, où chacun tente de klaxonner plus fort que l'autre, comme si la survie en dépendait. Au premier étage du numéro 470, un jeune technicien relie un câble en mauvais état à une ampoule au tungstène qui va éclairer la réunion du soir. Le local est tapissé de banderoles demandant l'interdiction de l'utilisation de l'amiante en Inde, et décrivant les effets dévastateurs qu'une inhalation de fibres peut avoir, à long terme, sur les poumons.

Un homme d'une soixantaine d'années, son Samsung collé à l'oreille, la barbe blanche bien taillée, organise les derniers préparatifs. Kamal Tewari veut à tout prix que les passants puissent suivre les discours du jour et demande qu'on installe des haut-parleurs dans la rue. Le local de la Worker's Initiative Kolkata, le syndicat indépendant qu'il maintient à bout de bras, ne peut accueillir tous les invités. Vers 19 heures, ce 8 juillet 2018, devant une salle remplie, Tewari, en bon syndicaliste accroché à ses idéaux socialistes, s'approche du micro, le poing brandi et harangue l'assemblée. « Il ne faut pas être un lâche. Si votre femme

ou votre fille sont harcelées et abusées dans la rue, vous allez faire quoi ? ». Une voix répond, sérieusement : « Rien. Il faut laisser faire. » Une autre : « Il faut les défendre ! » Tewari reprend : « Entre travailleurs, c'est la même chose. Si votre patron vous met en danger à l'usine, il faut vous battre. »

Tewari fait face à une cinquantaine de travailleurs, anciens et actuels, de l'usine locale du groupe Everest Industries, et d'une dizaine de femmes d'ouvriers. Sur son site Internet, l'entreprise sait défendre son cœur de métier : la production de toitures résidentielles, industrielles et commerciales. « Les produits Everest sont installés sur plus d'un milliard de mètres carrés de toitures en Inde. Deux Indiens sur trois ont un toit Everest au-dessus de leur tête ».

L'usine de Calcutta est un de ses sept centres de fabrication de toitures en Inde. On y fabrique, de jour comme de nuit, des plaques à base de fibres d'amiante chrysotile (ou amiante blanc) importées de pays producteurs comme la Russie. À l'origine, elle appartenait au géant anglais de l'amiante, Turner & Newall (T&N), venu s'installer en Inde dans les années 1930. En 1989, alors que les dangers de l'amiante sont attestés depuis longtemps, une filiale du groupe belge Eternit (aujourd'hui Etex Group, qui appartient à la famille milliardaire belge Emsens) rachète à Turner & Newall près de 50 % des parts de ses quatre usines →

QUENTIN NOIRFALISSE

→ indiennes, à Kymore, Calcutta, Mumbai et Coimbatore avant d'en créer une cinquième à Nashik. En 2001, Eternit cédera les usines au groupe indien Everest Industries, trois ans après l'interdiction de l'amiante en Belgique.

Un tueur en circulation

Kamal Tewari a quasiment toujours habité à Garden Reach, à 300 mètres de l'usine de Calcutta, où il survit grâce à une petite pharmacie de rue. Il a été arrêté neuf fois depuis 1979 pour ses

depuis 2010) est à l'origine du blocage. Mais il y a aussi l'Inde, premier importateur mondial de fibre d'amiante, destinée au bouillonnant secteur de la construction.

Au début des années 2000, Tewari commence à s'intéresser à la sécurité au travail. « C'est Mister Google qui m'a appris les dangers de l'amiante. L'usine avait un syndicat mais il n'était pas fort impliqué dans la défense des travailleurs. » En 2014, lui et un syndicat d'un chantier naval détenu par l'armée obtiennent une

Le fardeau du souffle court

Krishnendu Mukherjee préfère qu'on l'appelle par son surnom. Tublu. « Comme des millions de personnes à Calcutta », rigole-t-il. Il est né en Angleterre et a grandi près de Newcastle, où son père et sa mère s'étaient installés dans leur jeunesse. Son père voulait qu'il soit médecin, comme lui. Un métier trop sédentaire pour Tublu. A la place, il est devenu avocat au long cours. Au Royaume-Uni, il défend des demandeurs d'asile issus de zones de conflit et des victimes de trafics d'enfants. En Inde, il s'est spécialisé dans le droit environnemental et la sécurité au travail. En 2009, alarmé par les risques courus par les travailleurs de l'amiante, il contacte le fonds de compensation laissé par Turner & Newall après sa faillite, en 2001.

Depuis, Tublu Mukherjee et le docteur Murlidhar, un chirurgien, ont diagnostiqué 1 600 victimes d'asbestose actives sous l'ère Turner & Newall. Avoir l'asbestose, c'est voir son souffle partir petit à petit. « Une bonne partie de ces ouvriers ont aussi travaillé à l'époque d'Eternit », précise Tublu, un des personnages centraux du documentaire belge *Ademloos* (*A bout de souffle*) qui sort ce 5 septembre en salle (lire l'encadré page 32).

Tublu est à Calcutta pour remettre des chèques à une quarantaine d'anciens de Turner & Newall. La compensation, qui varie selon les années de service chez T&N et peut parfois atteindre 5 000 à 6 000 euros, servira à payer des soins de santé, à permettre à un enfant de se rendre à l'université, à régler un mariage. « Un jour, un activiste m'a dit que ce que je donne à ces gens, ce n'est pas que de l'argent. C'est un peu de dignité, un peu de respect de la part de leurs enfants, petits-enfants, afin de ne plus être pour eux un fardeau. »

Sous Eternit, sans réelle protection

Kamal Tewari voulait organiser la manifestation en face de l'usine. Comme pour rappeler que ce n'est pas parce que l'on obtient des compensations pour l'ère Turner & Newall que le combat doit

L'entrée de l'usine Everest Industries (ex-Eternit Everest) à Kymore, Inde.



activités syndicales. Il a découvert les dangers de l'amiante sur le tard. Autrefois surnommé le « minéral magique », pour la faiblesse de son prix et sa capacité à résister aux incendies, l'amiante n'est plus qu'un « tueur silencieux », comme l'appelle Tewari. L'Organisation mondiale de la santé le stipule clairement : « Tous les types d'amiante causent le cancer du poumon, le mésothéliome, le cancer du larynx, des ovaires et l'asbestose (fibrose pulmonaire) ». Pourtant, l'amiante chrysotile ne figure pas sur la liste des substances dangereuses de la Convention de Rotterdam. En mai 2017, pour la sixième fois consécutive, son inscription sur cette liste a été bloquée. La Russie, premier producteur mondial (1,1 million de tonnes, en augmentation

victoire d'envergure : l'arrêt de l'utilisation d'amiante dans la construction des navires. La nouvelle circule et Tewari se met à travailler avec les ouvriers de l'usine Everest. Dans sa lutte, il rencontre un homme de grande taille, un Bengali à l'accent anglais qui est, ce soir de juillet, à côté de lui et à qui il cède la parole.



Kamal Tewari, syndicaliste indien impliqué dans la défense des travailleurs de l'amiante.



Juillet 2018 : une foule importante attend de se faire diagnostiquer pour l'asbestose à Kymore.

s'arrêter. « Mais je me suis dit que les responsables risquaient d'être agressifs et de victimiser davantage les travailleurs. » En avril dernier, deux d'entre eux ont été suspendus pour avoir aidé à l'organisation d'un camp médical pour les anciens travailleurs. « Nous avons aussi réclamé que l'usine dévoile les résultats des tests médicaux qu'elle nous fait passer tous les trois ans. » Goutam Sardar est l'un des deux suspendus. Officiellement, on l'accuse d'avoir créé du désordre dans l'usine. Sardar travaille ici depuis 1994. A l'époque, l'usine s'appelait Eternit Everest. « La direction de l'époque ne nous a pas dit qu'il était dangereux de travailler dans l'amiante. Les Belges, quand ils passaient, ne parlaient pas avec les travailleurs. On nous fournissait bien quelques

masques, des gants, mais rien qui puisse réellement nous protéger. »

En 2007, le mari d'Anju Seal est mort, quatre ans après avoir pris sa retraite. Il avait mal aux poumons, mais c'est le cœur qui s'est arrêté d'abord. Lorsqu'il travaillait dans la partie de l'usine où on manipule la fibre d'amiante, il revenait avec ses vêtements sales à la maison. Anju Seal les lavait. Les fibres des vêtements se sont collées petit à petit dans ses poumons. Avec une asbestose à la clé. Aujourd'hui, elle est reconnue comme victime environnementale. Une vingtaine de travailleurs ou d'épouses de travailleurs nous ont brossé un tableau similaire. Shankar Das, trente-six ans d'usine et retraité depuis janvier 2018, se rappelle comment « l'amiante était manipulée à

l'air libre, sans protection. A l'époque d'Eternit, je gagnais 6 000 roupies par mois (*NDLR : environ 125 euros*). Maintenant, c'est entre 13 000 et 15 000 roupies. »

Cour suprême et espionnage

Les chèques et les pâtisseries bengalies ont été distribuées. Les travailleurs viennent de signer une pétition pour que l'usine passe à la construction de produits sans fibre d'amiante. Il s'agit d'un des tout premiers combats syndicaux à se structurer contre l'amiante dans le pays. « Rappelez-vous toujours, lance Tublu aux travailleurs, que la première victime attestée de l'amiante était une ouvrière du nom de Nellie Kershaw, en Angleterre. C'était en 1924 et on savait déjà à quel point c'était dangereux. →



Anciens travailleurs et épouses de travailleurs diagnostiqués positifs à l'asbestose ou en attente de diagnostic.

→ Les entreprises ne peuvent pas vous faire croire qu’elles ne savaient pas. »

Le 12 juillet, Tublu Mukherjee a pris le train pour un voyage de 1 200 kilomètres en direction du Madhya Pradesh. Avant cela, il est passé dans le bureau de l’avocat Phiroze Edulji. En août 2017, celui-ci a obtenu, avec quelques collègues, un ordre de la Cour suprême de Calcutta, ordonnant que l’on remplace les parties

Industries. L’usine a appartenu aussi, dès 1989, à Eternit. « En tout, je pense qu’Eternit employait de 2 000 à 2 500 travailleurs en Inde », évalue l’avocat. Bien-tôt, le docteur Murlidhar débarquera et posera un diagnostic sur des centaines de cas. La rencontre angoisse déjà toutes les victimes potentielles. Avoir une indemnisation, par ici, ce n’est pas rien et parfois, certaines personnes éclatent de

durant ses années d’exploitation. « Je pense qu’ils étaient complètement conscients de la négligence dans leurs usines en Inde. Ils n’ont pas fait attention car ils pensaient qu’ils ne seraient pas pris. Il s’agit aussi de conscientiser, en Europe, sur les faiblesses de la responsabilité d’entreprise. » Il compare parfois Kymore à un « Bhopal au ralenti ». Là où la catastrophe de 1984 avait causé des milliers de morts d’un coup, ici, le temps fait son travail. Impitoyable.

Masques de mort

A Kymore, la plaque de toiture en amiante de qualité inférieure se vend 50 roupies (0,6 euro). Un toit pas cher pour une population pauvre qui s’expose ainsi aux risques de décomposition, des années et des moussons plus tard. Depuis deux jours, d’anciens travailleurs de Turner & Newall, dont beaucoup ont travaillé pour Eternit, font la file sur le pas de la porte de Shyam Tewari, un syndicaliste brahmane devant qui les gens se prosternent, comme dans un monde féodal. C’est ici que les camps médicaux se →



Tublu Mukherjee enregistre des demandes de compensation.

de toiture du bâtiment judiciaire faites avec de l’amiante. Un an plus tard, les travaux n’ont toujours pas commencé.

Au fil du voyage, Tublu raconte comment il a été espionné par un soi-disant journaliste anglais, Rob Moore qui, sous couvert de faire un film sur le mouvement mondial pour l’interdiction de l’amiante, travaillait en fait pour une société de renseignement privée, K2 Intelligence, afin d’engranger des informations sur l’association. Prix de la mission : 100 000 dollars par an, selon le *New York Times*, dans un portrait qu’il a consacré à Moore.

Une « négligence consciente »

L’avocat arrive à Kymore, petite ville égarée où la survie des habitants dépend d’une usine de ciment Holcim-Lafarge et d’une autre implantation d’Everest

colère quand elles apprennent qu’elles ne sont pas « positives ».

Mais à Kymore, il n’y a pas que les victimes. Sous les herbes redevenues vertes grâce à la mousson, se cache un sol taché de blanc. Des décennies d’exploitation et de négligence ont laissé Kymore avec 562 500 mètres carrés de terrains pollués par l’amiante, selon la société de consultation environnementale canadienne Ecoh (*voir Le Vif/L’Express du 24 mars 2017*). Les enfants jouent et les vaches paissent sur ce qui est sans doute la plus vaste pollution à l’amiante de l’Inde. « Pour les victimes, les dés sont jetés. Mais pour la génération future, quelque chose peut encore être entrepris, estime Tublu. Dépolluer coûterait entre 48 et 82 millions d’euros. Il désire poursuivre Etex devant la justice belge pour la pollution causée

Un problème d'aujourd'hui

Chaque année, selon l’Organisation internationale du travail, l’amiante tue 100 000 travailleurs. En Belgique, selon le Fonds amiante qui indemnise les travailleurs touchés par le mésothéliome et l’asbestose, près de 300 personnes ont été victimes de mésothéliome en 2016. Selon l’Association belge des victimes de l’amiante (Abeva), 900 personnes mourraient chaque année d’une maladie qui y est liée. L’Institute for Health Metrics and Evaluation (Seattle) montait même ce chiffre à 2 800 victimes en Belgique en 2016, en incluant les cancers du poumon, du larynx et des ovaires. Actuellement, le cancer du poumon n’est pas indemnisé par le Fonds et n’est pas compté dans les statistiques de décès liés à l’amiante. Aujourd’hui, 125 millions de personnes dans le monde sont exposées à de l’amiante sur leur lieu de travail.

→ tiennent, depuis plusieurs années.

Tublu remplit des papiers pour de nouveaux candidats aux indemnisations. Beaucoup signent avec leur empreinte digitale. Une vingtaine de témoignages recueillis concordent avec ceux des travailleurs d'Eternit à Calcutta. Certains affirment avoir seulement porté des masques de fortune, surtout les ouvriers actifs dans le moulin à fibre, beaucoup d'autres pas. « C'était des masques en papier qu'on avait le droit d'utiliser deux fois. Souvent, on les réutilisait pendant quatre pauses, car il n'y en avait pas

explique qu'il ne peut par contre pas diagnostiquer les cas de mésothéliome, car la région ne dispose pas des appareils nécessaires pour les déceler. Un couple a voyagé 1 000 kilomètres depuis Surate, dans le Gujarat, pour montrer ses rayons X, dans l'espoir d'une compensation. Le frère du mari, qui ne voudra pas donner son nom, travaillait aussi dans l'usine et est mort après que son estomac se soit rempli de grosses fibres d'amiante avalées au travail. Un cas rare mais qui indique que l'amiante ne s'arrête pas aux poumons.



assez. » Ravi Shankar Dubey a l'asbestose depuis deux ans, 20 % d'invalidité à la clé. Il compare les masques d'Eternit à des masques d'hôpitaux actuels. Une protection bien insuffisante aux yeux d'Anne Quantens, conseillère en prévention au Cesi, un service externe belge de protection au travail. « Les fibres d'amiante peuvent être très fines, de l'ordre du dixième de micron. Pour du désamiantage, chez nous, on doit utiliser des masques de type P3, soit la plus haute protection contre les poussières. Ainsi que des salopettes jetables, et on doit se doucher avec, après, pour faire partir les fibres. Cela coûte cher. » Une protection jamais vue à Kymore et à Calcutta.

Absorbé dans des plaques photographiques de rayons X, le docteur Murlidhar



Beaucoup signent avec leur empreinte digitale.

indiens de l'amiante estimaient, selon les termes d'un article d'Associated Press, que leur industrie « sauve des vies et fournit des toits, des murs et des tuyaux aux gens parmi les plus pauvres de la planète ». Au bout de deux jours de diagnostic à Kymore, le docteur Murlidhar a décelé 122 nouveaux cas d'asbestose. Tublu et lui savent qu'un jour, il devront sans doute revenir à Kymore et rajouter des lignes à leur liste de victimes.

Nous avons sollicité Etex Group (ex-Eternit) pour connaître les mesures d'information et de sécurité en vigueur dans leurs usines indiennes entre 1989 et 2001. Le groupe nous a répondu de façon générale sur ses affaires en Inde, les risques liés à l'amiante, son utilisation généralisée dans l'industrie par le passé, sans répondre de façon détaillée à nos questions. La société Everest Industries n'a pas répondu non plus à nos sollicitations. ♦

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme.

A bout de souffle, le film

Sept mille kilomètres séparent Kymore, en Inde, et Kapelle-op-den-Bos, en Brabant flamand, le long du canal de Willebroek. Pourtant, les deux villages partagent une histoire commune. Le père du réalisateur flamand Daniel Lambo a travaillé à l'usine de production d'amiante-ciment d'Eternit à Kapelle. Mais son père n'a jamais voulu lui parler de ces morts qui décimaient le village, et dont si peu de personnes n'osaient parler, parce que, bien souvent, un membre de la famille travaillait à l'usine. Décidé à creuser ce tabou, Daniel Lambo part à la recherche des victimes de l'amiante. Ses recherches le mènent à comprendre que rapidement, la société belge a aussi produit dans de nombreux pays en développement, à la législation peu contraignante, dont un village au beau milieu de l'Inde, Kymore.

Ademloos (en français, *A bout de souffle*), 80 min. : sortie le 5 septembre, à 19h15, au cinéma Palace à Bruxelles. Une diffusion est prévue dans le courant de l'année sur la RTBF.